



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Gers
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement**

**Arrêté Préfectoral n° 32-2020-11-20-003
mettant en demeure la société Marquis de Caussade, pour son l'installation de stockage
d'alcool de bouche qu'elle exploite route de Cazaubon
sur le territoire de la commune d'Eauze**

Le Préfet du Gers
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel n° DEVP1025930A du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la déclaration d'existence transmise le 6 décembre 2000 par la société Marquis de Caussade à la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 prononçant des prescriptions techniques à la société Marquis de Caussade pour l'exploitation des chais de stockage d'alcool de bouche situés sur le territoire de la commune d'Eauze;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 octobre 2020 faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 1^{er} octobre 2020, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier du 13 octobre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 13 octobre 2020 informant l'exploitant de la proposition d'une mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 29 octobre 2020, reçu le 2 novembre 2020 et les échanges électroniques des 5, 6, et 19 novembre 2020 ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 1^{er} octobre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté les non-conformités suivantes :

- l'absence de récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 (article 1.5),
- l'absence de consignes d'exploitation et de sécurité (articles 2.2 et 7.10),
- l'absence de dispositif de traitement des eaux pluviales issues des voiries (articles 4.8 et 4.9),
- l'absence d'un plan général des chais de stockage d'alcool de bouche sur lequel doivent être mentionnés les risques encourus (article 7.1),
- l'absence d'une clôture en périphérie de certaines parties du site (article 7.2),
- l'absence de travaux liés à prévention de la propagation d'un incendie entre les chais N° 3 et 3bis (article 7.6.2),

- l'absence d'une coupure, extérieure aux chais de stockage d'alcool, des installations électriques (articles 7.7.1 et 8.7.3),
- l'absence d'aires étanches de chargement/déchargement de véhicules citernes et des rétentions associées (article 8.2),
- l'absence de rétention du chai de stockage d'alcool de bouche n° 7, de défaut d'étanchéité de la rétention du chai n° 1 et de justification de la conformité des rétentions des autres chais (article 8.4),
- l'absence de dispositifs de désenfumage pour les chais n° 3, 3bis et 7 (article 8.5),
- l'absence d'une alarme incendie reliée à tous les chais (article 8.6),
- l'absence de validation des moyens externes de secours par le SDIS du Gers (dernier § de l'article 8.7.1) ;

Considérant que ces faits sont contraires aux prescriptions des articles 1.5, 2.2, 4.8, 4.9, 7.1, 7.2, 7.6.2, 7.7.1, 7.10, 8.2, 8.4, 8.5, 8.6, 8.7.1 et 8.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 ;

Considérant que les échéances de mise en conformité, prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019, sont échues depuis le :

- 26 février pour la prescription de l'article 8.7.1,
- 30 avril 2020 pour la prescription de l'article 8.2,
- 26 mai 2020 pour la prescription de l'article 1.5,
- 30 juin 2020 pour les prescriptions des articles 4.8, 7.6.2, et 8.4.

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement notamment au regard de la protection de l'environnement et de la sécurité des tiers ;

Considérant que les éléments de réponse, apportés par le pétitionnaire lors de la procédure contradictoire réglementaire, ne sont pas de nature à contribuer à la levée des non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 1^{er} octobre 2020, mais qu'ils permettent de lui accorder un délai de 6 mois pour la mise en œuvre de certaines dispositions au regard du contexte particulier lié au COVID 19 ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Marquis de Caussade de respecter les dispositions des articles 1.5, 2.2, 4.8, 4.9, 7.1, 7.2, 7.6.2, 7.7.1, 7.10, 8.2, 8.4, 8.5, 8.6, 8.7.1 et 8.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 applicable à l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Eauze.

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gers,

ARRÊTE

Article 1er

La société MARQUIS DE CAUSSADE, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite, route de Cazaubon à Eauze, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 suivantes :

- procéder au récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé et transmettre, sous le même délai, ce document à l'inspection des installations classées (article 1.5),

- établir des consignes d'exploitation et de sécurité et les porter à la connaissance du personnel par tout moyen approprié (articles 2.2 et 7.10),
- tenir à disposition sur le site un plan général des chais de stockage d'alcool de bouche sur lequel seront mentionnés les risques encourus (article 7.1),
- mettre en œuvre les travaux d'isolement des chais n° 3 et 3bis (article 7.6.2),
- mettre en place, pour tous les stockages d'alcool, un dispositif de coupure générale d'électricité associé à un voyant lumineux selon les dispositions techniques mentionnées à l'article 7.7.1,
- réaliser les 2 aires de chargement/déchargement des véhicules citernes et les connecter à un dispositif de rétention d'une capacité adaptée (article 8.2),
- faire valider les moyens de défense contre l'incendie par le service départemental d'incendie et de secours du Gers (article 8.7.1),
- mettre en place un dispositif de coupure d'urgence permettant la mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement lors de l'intervention des services d'incendie et de secours (article 8.7.3).

Article 2

La société MARQUIS DE CAUSSADE, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite, route de Cazaubon à Eauze, est mise en demeure, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2019 suivantes :

- mettre en place un dispositif de traitement des eaux pluviales permettant de respecter les valeurs limites de rejet (article 4.8),
- mettre en place, en sortie du dispositif de traitement des eaux pluviales, un système permettant l'isolement du réseau pluvial de l'établissement par rapport au milieu naturel (article 4.9),
- sécuriser le site en interdisant aux tiers, par tout dispositif approprié, l'accès au chemin communal traversant le site et clôturer le chai n° 7 et sa rétention déportée (article 7.2 et porter à connaissance du 24/08/18),
- associer aux chais de stockage d'alcool des dispositifs de rétention adaptés à chaque chai selon les volumes indiqués dans le tableau de l'article 8.4,
- mettre en place entre le chai n° 7 et la rétention déportée une ou plusieurs canalisations permettant de respecter le débit d'écoulement minimal du liquide de 17 m³/mn (article 8.4),
- mettre en place les dispositifs de désenfumage sur les chais n° 3, 3bis et 7 en respectant les règles techniques mentionnées à l'article 8.5,
- équiper la totalité des chais de stockage d'alcool d'un système automatique de détection d'incendie et d'alerte de la personne chargée de la surveillance (article 8.6).

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées à l'article 1 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cet article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société Marquis de Caussade et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

Article 5

Madame la Secrétaire Générale, Madame la Sous-Préfète de Condom, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le maire d'Eauze.

Fait à AUCH, le 20 novembre 2020

Pour la Préfète et par délégation,
la Secrétaire Générale



Edwige DARRACQ

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.
